

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS FRANCE

route de MONTANCEIX
La Jarthe D 41
24110 Montrem

Références : UbD24-47/318/2025
Code AIOT : 0100015560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement COLAS FRANCE implanté route de MONTANCEIX La Jarthe D 41 24110 Montrem. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS FRANCE
- route de MONTANCEIX La Jarthe D 41 24110 Montrem
- Code AIOT : 0100015560
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme de recyclage des déchets inertes a été enregistrée par arrêté préfectoral du 2 mai 2024.

Les installations relèvent des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des ICPE.

Le concassage est réalisé par campagne à l'aide d'un équipement mobile (non présent le jour de l'inspection).

Les matériaux acceptés sont principalement issus de chantiers de déconstruction de chaussées, de démolition et de terrassement issus de chantiers publics ou privés.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Sans objet
5	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Sans objet
6	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet
7	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Sans objet
8	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Sans objet
9	Stockage liquide polluant	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > I.	Sans objet
10	Isolement des réseaux d'eau.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > IV.	Sans objet
11	Collecte et rejet des	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	effluents liquides		
13	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Sans objet
14	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55	Sans objet
15	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne met pas en évidence d'écart significatif vis-à-vis des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : La plateforme d'accueil des déchets inertes a été réalisée suivant les plans fournis à l'appui de la demande d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site. Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).

<p>Constats :</p> <p>L'installation de concassage est de type mobile (non présente le jour de l'inspection). La plateforme et l'organisation des stockages permettent de respecter la distance d'éloignement lors des campagnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de laveur de roues néanmoins les pistes et l'accès à la voirie publique sont revêtues. Des merlons ont été édifiés en périphérie du site. Il n'y avait pas d'activité le jour de l'inspection et il n'a pas été constaté de salissures sur la chaussée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>
<p>Constats :</p>

Les aménagements prévus dans le demande d'enregistrement, à savoir des merlons en périphérie du site ont bien été réalisés. Les arbres en partie Nord ont été maintenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Autre, Généralités
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Le site est cloturé et muni d'un portail pilotable à distance par le responsable de centrale dûment formé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible. L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les silos et réservoirs sont conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).
Constats : Un plan général à l'entrée de l'installation rappelle les règles de circulation, les heures d'ouverture du site et notamment l'obligation de passage par la bascule ainsi que la présence d'une ligne haute tension. Il n'y a pas de silos ni réservoir sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'intervention des services d'incendie et de secours est possible depuis la RD par un large portail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.
Constats : Le site n'est pas pourvu de locaux. Une borne incendie conforme aux dispositions susvisées a été installée à l'entrée du site lors de la demande d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage liquide polluant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage liquide polluant
Prescription contrôlée : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de

<p>rétenion est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence de liquides polluants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Isolement des réseaux d'eau.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > IV.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux d'eau.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 23 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation du site n'est pas à l'origine de rejets d'eaux industrielles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Collecte et rejet des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol. Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne présente pas d'aires imperméabilisées, les eaux pluviales non polluées sont majoritairement infiltrées sur site et drainées vers 2 bassins d'infiltration en parties basses du site. Le site ne présente pas de stockage, d'aire de ravitaillement en carburant ou zone d'entretien d'engins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.
Constats : La surveillance de la qualité de l'air est réalisée par un réseau de 3 plaquettes de dépôt, placées en périphérie du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle que l'installation ne peut bénéficier de l'exemption accordée aux installations existantes. En conséquence, l'exploitant doit mettre en place sous 3 mois une surveillance suivant la méthode des jauges de retombées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et vibrations
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.
Constats : Les mesures de bruit ont été réalisées en 2024 et en mai 2025. Les mesures en limite d'emprise et niveaux d'émergence sont conformes aux limites réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Le brûlage à l'air libre est interdit. L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
Constats : Un extrait du registre des déchets accueillis sur le premier semestre 2025 a été consulté. On retrouve les informations prévues par la réglementation en matière de traçabilité des déchets. Les déchets présents et triés sur la plateforme au jour de l'inspection correspondent bien à des déchets inertes de type terres, béton, agrégats d'enrobés. Ils ne présentent pas, sur les parties visibles, d'éléments indésirables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
Constats : Les résultats des campagnes réalisées à ce jour ont été communiquées sur demande à l'inspection. Il est rappelé que les prochaines campagnes doivent être réalisées avec des jauges de retombées et communiquées chaque année à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite